

Cote du document: EB 2015/116/R.17
Point de l'ordre du jour : 9 b) ii)
Date: 18 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémorandum du président

Proposition de financement supplémentaire à la République du Mozambique pour le Programme de promotion des marchés ruraux (PROMER)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables

Questions techniques:

Robson Mutandi
Directeur et représentant dans le pays
téléphone: +258 823 112151
courriel: r.mutandi@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire à la République du Mozambique pour le Programme de promotion des marchés ruraux, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Proposition de financement supplémentaire à la République du Mozambique pour le Programme de promotion des marchés ruraux (PROMER)

I. Généralités

1. Ce mémorandum a pour objet l'approbation d'un financement supplémentaire au Mozambique, au titre du cycle 2013-2015 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), à hauteur de 25 millions d'USD pour le Programme de promotion des marchés ruraux (PROMER). Le financement supplémentaire accordé au PROMER répondra à la requête émise par le Gouvernement du Mozambique d'accroître la portée, les résultats et l'impact du programme. La date d'achèvement actuelle sera prolongée d'un an après approbation de la mise en œuvre des activités couvertes par ce financement supplémentaire. Le financement supplémentaire sera complété par une contribution du Gouvernement du Mozambique d'environ 2,3 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires du programme estimée à 188 000 USD.
- A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural
 2. Ces vingt dernières années, le Mozambique a enregistré un taux de croissance économique moyen de plus de 7% par an, soutenu par la libéralisation macroéconomique, des réformes fondées sur l'économie de marché, des investissements publics massifs dans les infrastructures et d'importants flux d'investissements étrangers directs. Le revenu national brut par habitant était de 590 USD en 2014 – en hausse par rapport aux 296 USD de 2005 – tandis que le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant est passé de 313 USD en 2005 à 579,5 USD en 2012. La contribution des différents secteurs au PIB réel du Mozambique est la suivante: services 46%, agriculture 28,7% et industrie 24,9%.
 3. Selon les estimations, la population du Mozambique croît en moyenne de 2,5% par an et, en 2014, le pays comptait 25,8 millions d'habitants. La croissance de la population rurale est de 1,9% par an et celle de la population urbaine de 3,1% par an.
 4. Malgré sa croissance économique et ses progrès en matière de développement humain et social, la pauvreté ainsi que ses causes restent des défis persistants. Environ 60% de la population du Mozambique vit avec moins d'1,25 USD par jour.
 5. Bien qu'elle ne représente que 28,7% du PIB et 20% du total des exportations, l'agriculture est la principale source de revenus pour plus de 70% de la population et le secteur emploie 80% de la population active, dont les deux tiers sont des agriculteurs de subsistance. L'agriculture génère 80% du revenu des ménages ruraux, qui représentent 94% de la production agricole nationale.
 6. Le Mozambique s'étend sur une superficie totale de 801 590 km², dont 799 390 km² de terres fertiles dans dix régions agro-climatiques différentes. Avec 36 millions d'hectares de terres arables – dont 10% sont actuellement cultivés et seulement 2% de son potentiel d'irrigation est utilisé –, le pays offre d'importantes perspectives pour l'agriculture. Toutefois, le pays souffre d'une faible productivité, d'un accès limité aux marchés et d'un environnement commercial difficile.

7. Le marché des produits agricoles du Mozambique s'est développé ces dernières années, avec une augmentation à la fois des produits vivriers et des cultures d'exportation. Le nombre et la diversité des acteurs du marché s'accroissent, qu'il s'agisse des associations d'agriculteurs, des négociants de petite taille ou de taille moyenne, des grandes sociétés commerciales et des entreprises agro-industrielles, dont certaines offrent un soutien aux petits exploitants. En dépit de ces tendances encourageantes, le Mozambique reste en proie à l'insécurité alimentaire et à la dénutrition.
- B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats
8. Le Plan d'action pour la réduction de la pauvreté 2011-2014 (PARP) du Mozambique vise à réduire l'incidence de la pauvreté du pays de 54,7% à 42%, en favorisant une croissance favorable aux pauvres. Le gouvernement a fixé des objectifs pour: i) accroître la production et la productivité dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche; ii) promouvoir l'emploi; et iii) favoriser le développement humain et social tout en continuant de mettre l'accent sur la gouvernance, les affaires macroéconomiques et la gestion financière. Le programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour le Mozambique est conforme à ces objectifs. Le programme met à profit les enseignements tirés des précédentes interventions appuyées par le FIDA au Mozambique.
9. Pour atteindre le premier objectif du PARP, il sera nécessaire: d'améliorer l'accès aux intrants de production, de faciliter l'accès aux marchés; et d'améliorer la gestion durable des ressources naturelles comme la terre, l'eau, les poissons et les forêts.
10. Ces objectifs sont conformes à la Stratégie de développement rural du pays (2006-2025), qui souligne l'importance de promouvoir le développement en aidant les ménages de petits agriculteurs à s'orienter vers des cultures à vocation commerciale. Ces objectifs sont également alignés sur le Plan d'action stratégique du Mozambique pour le développement de l'agriculture (2011-2019), qui vise à transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture orientée vers le marché, afin d'assurer la sécurité alimentaire et de garantir des revenus aux agriculteurs.
11. Les interventions du programme sont mises en œuvre dans trois blocs situé dans quatre provinces du Corridor de développement de Nacala: le bloc A sera mis en œuvre dans la province de Niassa; le bloc B dans celle de Cabo Delgado; et le bloc C dans celles de Zambèzie et de Nampula. Ces interventions contribueront à la mise en place d'intermédiaires de marché plus efficaces, encourageront les partenariats avec l'agro-industrie en vue de transformer la petite agriculture, amélioreront les infrastructures économiques et favoriseront la mise en place d'un environnement politique et institutionnel propice à l'investissement privé dans l'agriculture.
12. Le programme reste cohérent avec les principales stratégies nationales du Mozambique, notamment: le PARP; la Stratégie de développement rural; le Plan d'action stratégique pour le développement agricole, qui vise à accroître la productivité et à intensifier la production, à améliorer l'accès aux marchés et à valoriser les produits agricoles; et le Plan d'action intégré pour la commercialisation des produits agricoles.

II . Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

13. Le programme cible directement les organisations paysannes, dont les capacités seront renforcées en vue d'améliorer diverses activités des filières dans 15 districts des quatre provinces du nord du Mozambique. Les provinces ciblées sont divisées en trois blocs géographiques (bloc A – Niassa, bloc B – Cabo Delgado, et bloc C –

Nampula et Zambézie). Le financement supplémentaire permettra d'augmenter le nombre des membres des 500 organisations paysannes en vue d'atteindre 22 100 membres. Le programme cible également directement 76 600 ménages (383 000 bénéficiaires) par le biais de la remise en état des routes et des infrastructures de marché. Ce groupe bénéficiaire correspond à la population vivant dans un rayon de 4-5 km des routes réhabilitées et y ayant accès. Selon les estimations, 678 km de routes seront remis en état. Sur les 76 600 ménages bénéficiaires, 3 250 ménages bénéficieront également du soutien accordé par le programme aux 500 organisations paysannes.

B. Objectif de développement du programme

14. L'objectif global du programme est d'améliorer les moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres au Mozambique. Cet objectif sera atteint en permettant aux petits paysans d'accroître leurs revenus à travers la commercialisation de leurs excédents agricoles. Le programme couvre 15 districts dans les provinces du nord du Mozambique, à savoir: Niassa, Cabo Delgado, Nampula et Zambézie.

C. Composantes et résultats

15. Le PROMER s'articule autour de six composantes:
16. Composante 1: Mise en place d'intermédiaires de marché plus dynamiques: l'objectif est d'aider les intermédiaires de marché en soutenant leurs activités de commercialisation afin de fournir aux petits agriculteurs davantage de débouchés pour la vente de leurs récoltes et un meilleur accès aux intrants agricoles améliorés. Les activités comprennent: l'appui aux commerçants (des intrants et des produits) et aux organisations paysannes, des cours d'alphabétisation et des initiatives de valorisation des produits à petite échelle.
17. Composante 2: Initiative de développement des filières impulsé par les entreprises: l'objectif est d'aider les petits agriculteurs et les entreprises agroalimentaires à établir des partenariats rentables qui produisent des accords mutuellement avantageux. Cet objectif sera atteint en identifiant de nouveaux débouchés commerciaux pour les produits, en facilitant les partenariats à long terme entre les producteurs et les entreprises agroalimentaires, et en favorisant les dons de contrepartie pour stimuler le secteur agroalimentaire.
18. Composante 3: Amélioration de l'environnement commercial: l'objectif est de permettre aux acteurs du marché d'intervenir de manière plus informée et efficace, grâce à l'amélioration de l'accès aux informations sur le marché et aux marchés, des infrastructures, de l'accès aux financements et de la transparence du marché.
19. Composante 4: Appui aux politiques/institutions et gestion du programme : l'objectif est de renforcer les capacités du gouvernement, en particulier la Direction nationale pour le développement rural (DNDR; l'organisme principal d'exécution du programme), en vue d'assurer la promotion des marchés ruraux au Mozambique.
20. Composante 5: Éducation nutritionnelle: l'objectif est de sensibiliser à l'importance d'une alimentation saine et équilibrée, en garantissant un apport suffisant de calories, de protéines et de micronutriments.
21. Composante 6: Appui institutionnel au Département de la coopération internationale (DCI)
L'objectif est de gérer les fonds pour l'unité de coordination du sous-programme du FIDA auprès du DCI.

III. Exécution du programme

A. Approche

22. PROMER s'appuie sur l'expérience de précédents programmes d'intégration aux marchés, notamment le Programme d'appui aux marchés agricoles (PAMA) financé par le FIDA, et vise à surmonter les défis persistants auxquels sont confrontés les marchés agricoles dans les régions rurales. Il s'efforce de répondre aux besoins des groupes cibles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, inclusive, en les aidant à accéder à la main-d'œuvre et d'autres actifs nécessaires pour tirer parti des débouchés commerciaux créées par le programme. Pour ce faire, il adopte une approche axée sur les filières, et soutient les organisations paysannes, les services financiers au profit des communautés rurales et le développement des infrastructures à l'appui de la valorisation et de la commercialisation des produits. L'approche axée sur les filières est soutenue par la large place accordée aux partenariats public-privé-producteurs, avec l'appui technique de l'Agence néerlandaise de développement international (SNV), en vue de permettre aux commerçants d'établir des partenariats mutuellement bénéfiques avec le secteur privé.

B. Cadre organisationnel

23. En janvier 2015, à l'issue des élections générales d'octobre 2014 qui se sont tenues au Mozambique, un nouveau gouvernement est entré en fonction et le programme a été transféré au nouveau Ministère de la terre, de l'environnement et du développement rural. La majorité des interventions soutenues par PROMER sont mises en œuvre dans le cadre de contrats avec des prestataires de services.
24. Le rôle de l'unité de gestion du programme et des comités de gestion du programme est de faciliter la sélection des prestataires de services les plus efficaces et de veiller à ce qu'ils opèrent de façon optimale par le biais d'un système de suivi-évaluation (S&E).
25. La responsabilité pour la supervision du programme est confiée aux groupes de référence du PROMER à l'échelle nationale, provinciale et des districts, sous la supervision du DNDR, du Directeurat pour la planification et les finances, et des administrateurs des districts. Les groupes de référence sont composés des principales parties prenantes dans les questions d'intégration aux marchés. Parmi les membres de ces groupes figurent: les représentants des autorités au niveau national et provincial, l'agro-industrie, les secteurs agricole et bancaire commercial, les ONG et la communauté de donateurs.
26. Les groupes de référence au niveau des districts représentent les intérêts économiques locaux, et incluent, selon les districts, des agriculteurs, des commerçants, des entreprises agroalimentaires, le secteur public et des ONG opérant dans la zone. Ces groupes sont créés pour faciliter l'exécution du programme et fournir des conseils sur la planification et la mise en œuvre des activités, notamment des activités de suivi de la performance et de l'impact.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

27. Le programme augmentera considérablement le degré de suivi des activités aux niveaux des provinces et des districts. Ce suivi accru aidera à préparer les institutions gouvernementales à assumer davantage de responsabilités après l'arrêt du programme. Pour faire face à l'accroissement prévu de la charge de travail, il conviendra de faire appel à davantage de personnel, en recrutant notamment au moins un assistant financier supplémentaire et deux auxiliaires chargé de l'appui au S&E. Le système de S&E sera également amélioré, et mettra davantage l'accent sur les enseignements retenus.

28. La gestion des savoirs jouera un rôle déterminant pour la planification, et le S&E du programme, ainsi que pour orienter les activités et favoriser la réplication et la reproduction à plus grande échelle. Les processus de gestion des savoirs viseront à: servir de base pour la répétition des succès; fournir une base d'analyse pour la résolution des problèmes; et contribuer à adapter les activités à l'évolution des conditions sociales et économiques dans la zone d'intervention du programme. Le programme continuera d'appuyer la stratégie de gestion des savoirs du DNDR, qui servira de stratégie de retrait après l'achèvement du programme. Le programme encouragera également les initiatives de partage des enseignements retenus et investira dans la valorisation de l'image de marque et la visibilité.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

29. Le PROMER maintiendra ses modalités actuelles de gestion financière, qui sont jugées très satisfaisantes, ainsi que ses procédures de décaissement, y compris l'utilisation des comptes spéciaux existants. La passation des marchés se fera à travers le système de passation des marchés publics du Mozambique. Tous les appels d'offres pour les travaux de voirie devront être réalisés au plus tard en janvier 2017, afin de garantir suffisamment de temps pour palier les imprévus et atténuer les délais potentiels. L'Autorité nationale chargée des infrastructures routières continuera d'assumer la responsabilité des processus de passation des marchés. En vue d'accroître le degré d'appropriation, les personnels au niveau des districts seront impliqués tout au long du processus de passation des marchés. Leur participation constituera un processus d'apprentissage qui contribuera à renforcer les capacités de passation des marchés au niveau des districts. Les processus de passation des marchés respecteront toutes les exigences nationales en la matière.
30. Outre les rapports financiers trimestriels, les rapports d'audits annuels, les missions de supervision du FIDA et les rapports d'audit interne, dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre, le programme permettra à son personnel régional, entre autres, de communiquer les cas présumés de fraude et de corruption au Bureau anticorruption du Mozambique.

E. Supervision

31. Le programme sera supervisé par le FIDA, par le biais de deux missions de supervision par an. Après chaque mission, les risques seront évalués et des solutions seront proposées. La supervision du FIDA comprendra:
- i) des visites de terrain sur les sites du programme, notamment des entités d'exécution telles que les prestataires de service, afin d'examiner les contrôles, le système de gestion financière du programme, son mécanisme d'audit interne et certaines transactions, et d'effectuer une vérification sur échantillon de l'existence et de la propriété des biens; et
 - ii) l'examen des états de dépenses et les mesures à prendre le cas échéant.

I V. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

32. Au total, les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement supplémentaires pour la mise en œuvre de PROMER au cours des années 7 à 10 du programme (2016-2019), y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution, sont estimées à 27,5 millions d'USD. Le tableau 1 montre la répartition de ces coûts par composante tandis que le tableau 2 présente une ventilation par catégorie de dépenses.
33. Les investissements se répartissent comme suit: Composante 1 – Mise en place d'intermédiaires de marché plus dynamiques, 5,3 millions d'USD (soit 19,4% du coût total); Composante 2 – Initiative de développement des filières impulsé par les entreprises, 1,3 million d'USD (soit 4,6% du coût total); Composante 3 – Amélioration de l'environnement commercial, 12,5 millions d'USD (soit 45,4% du

coût total); Composante 4 – Appui et gestion des politiques et des institutions, 7,3 millions d'USD (soit 26,6% du coût total); Composante 5 – Promotion de la nutrition, 1,1 million d'USD (soit 4% du coût total).

Tableau 1
Coûts du programme par composante et par source de financement
(En milliers d'USD)

Composante	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Don du FIDA au titre du CSD</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>Total</i>	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Mise en place d'intermédiaires de marché plus dynamiques	2 337	43,8	2 337	43,8	-	-	663	12,4	5 338	19,4
2. Initiative de développement des filières impulsé par les entreprises	516	40,9	516	40,9	188	14,9	41	3,3	1 260	4,6
3. Amélioration de l'environnement commercial	5 791	46,4	5 791	46,4	-	-	892	7,2	12 474	45,4
4. Appui aux politiques/institutions et gestion du programme	3 372	46,1	3 372	46,1	-	-	571	7,8	7 315	26,6
5. Éducation nutritionnelle	484	43,7	484	43,7	-	-	140	12,7	1 109	4,0
6. Appui institutionnel au (DCI)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	12 500	45,5	12 500	45,5	188	0,7	2 307	8,4	27 496	100,0

B. Financement du programme

34. Les quatre années restantes du programme (2016-2019) seront financées par: i) le Gouvernement du Mozambique (2,3 millions d'USD, soit 8,4% du coût total); ii) un nouveau prêt du FIDA soumis à l'approbation du Conseil d'administration à sa session de décembre 2015 (12,5 millions d'USD, soit 45,5% du coût total) et un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) (12,5 millions d'USD, soit 45,5% du coût total); et iii) les bénéficiaires (188 000 USD, soit 0,7% du coût total).

Tableau 2
Coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(En milliers d'USD)

Catégorie de dépense	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Don du FIDA au titre du CSD</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>Total</i>	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux de génie civil	5 179	46,7	5 179	46,7	-	-	738	6,7	11 096	40,4
2. Biens, véhicules et équipement	202	40,8	202	40,8	-	-	91	18,3	496	1,8
3. Aide technique, études, formation et ateliers	1 474	45,0	1 474	45,0	-	-	324	9,9	3 273	11,9
4. Contrats de prestation de services	2 717	43,7	2 717	43,7	-	-	788	12,7	6 221	22,6
5. Dons de contrepartie	424	41,0	424	41,0	188	18,1	-	-	1 036	3,8
6. Don de sensibilisation pour les institutions financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Traitements et indemnités	2 011	47,5	2 011	47,5	-	-	215	5,1	4 237	15,4
8. Autres dépenses de fonctionnement	493	47,5	493	47,5	-	-	151	13,3	1 136	4,1
Total	12 500	45,5	12 500	45,5	188	0,7	2 307	8,4	27 496	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

35. Il ressort de l'analyse économique et financière effectuée lors de la conception du programme que PROMER a le potentiel de générer une valeur économique actuelle nette (VEAN) de 10,2 millions d'USD, avec un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 19%, en appliquant un taux d'escompte sociale de 10%. Les

modèles de production végétale utilisés pour évaluer les hausses de la productivité pour les petits agriculteurs dans la zone d'intervention du programme, et les modèles de remise en état des routes utilisés dans le programme sont tous rentables et présentent des taux de rentabilité économique interne nettement supérieurs aux taux d'escompte sociale. PROMER vise à réhabiliter entièrement 678 km de routes de desserte à l'achèvement du programme. Le facteur de conversion standard pour l'analyse économique est de 0,97, tandis que le facteur de conversion du travail est de 1. La croissance moyenne des rendements pour l'ensemble des cultures est de 62%, tandis que le revenu net des ménages des membres des organisations paysannes devrait passer de 41 USD à 131 USD. Les revenus nets des bénéficiaires des travaux de remise en état des routes devraient quant à eux passer de 41 USD à 81 USD.

36. Pour compléter l'analyse économique et financière, une analyse des risques a été effectuée sur la base de scénarios type auxquels pourrait être confronté le programme. Trois situations différentes ont été testées: i) une réduction des bénéfices agricoles; ii) une augmentation du coût du programme; et iii) des retards dans la génération des avantages du programme. L'analyse montre que le scénario de retards dans l'obtention des avantages du programme était celui qui avait les effets les plus marqués sur la VEAN et le TREI (un retard de 2 ans entraînerait une baisse de la VEAN de 10,2 millions d'USD à 3,4 millions d'USD, et un recul du TREI de 19% à 12%). Une réduction de 30% des bénéfices agricoles se traduirait par une baisse de la VEAN, qui passerait ainsi à 5,4 millions d'USD, et du TREI qui chuterait à 15%, tandis qu'une hausse de 30% du coût du programme ferait chuter la VEAN à 5,6 millions d'USD et le TREI à 14%.

D. Durabilité

37. Le programme vise à regrouper les agriculteurs afin d'augmenter leurs possibilités de revenus grâce à la commercialisation collective. La capacité des organisations paysannes d'offrir aux agriculteurs des services commerciaux solides et rentables est un facteur déterminant pour leur durabilité. En outre, une large base d'adhérents est essentielle pour améliorer la durabilité. Le nombre d'agriculteurs participants peut être augmenté: i) en regroupant plusieurs associations en associations de zone, pour obtenir des économies d'échelle à ce deuxième niveau; ii) en intégrant les associations pour tirer profit de nouvelles possibilités, notamment pour honorer certains contrats; et iii) en augmentant le nombre d'adhérents des associations, ce qui pourrait nécessiter plus d'instruments pour favoriser la participation des agriculteurs. Outre la mise en commun de la production, l'accès aux financements peut être nécessaire pour faciliter l'agrégation. Toutes ces initiatives nécessitent un certain temps de maturation. Par conséquent, une année supplémentaire de mise en œuvre du programme permettra d'assurer la durabilité et de consolider les résultats obtenus.

38. Élargir la base d'adhérents des associations et accroître leur nombre sont des objectifs pertinents pour le PROMER; c'est le rôle des actuels prestataires de services. L'expérience tirée des programmes d'intégration aux marchés au Mozambique, comme PAMA et PROMER (du moins pour les activités déjà mises en œuvre), montre qu'une stratégie visant à augmenter seulement la taille des associations locales peut s'avérer difficile à atteindre. Il est ainsi préférable de poursuivre les deux stratégies simultanément, en favorisant l'intégration dès que des possibilités sont identifiées.

E. Identification et atténuation des risques

39. Parmi les risques qui pourraient avoir un impact négatif sur le PROMER et le reste du secteur agricole du pays figurent: i) une attention réduite accordée à l'agriculture par le gouvernement au profit des travaux publics, des transports, des ressources minérales et du tourisme, qui représentent des parts plus importantes de la croissance économique du pays; et ii) des précipitations irrégulières dans la

région, étant donné que l'irrigation n'est pas une pratique courante. Le programme fournira des services de facilitation et des capacités techniques et de gestion afin de réaliser des analyses, de renforcer les capacités et d'acquérir la souplesse nécessaires pour gérer les risques avec succès. Il s'agit d'un aspect essentiel en vue de favoriser la mise en œuvre et la durabilité du programme.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

- 40. Le programme est conforme aux politiques et stratégies pertinentes du FIDA. Il respecte les politiques du FIDA en matière de ciblage, de finance rurale, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, et de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, ainsi que ses stratégies de gestion des savoirs et de reproduction à plus grande échelle.

B. Alignement et harmonisation

- 41. Le programme est aligné sur les priorités du COSOP ainsi que sur les politiques et les stratégies gouvernementales relatives au développement rural et à l'éradication de la pauvreté.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

- 42. Le PROMER reproduit à plus grande échelle des programmes testés et mis en œuvre ces quinze dernières années, notamment le PAMA et le Programme national de développement agricole (PROAGRI). Compte tenu de la mise en œuvre globalement satisfaisante du PROMER et précédemment du PAMA, l'approche de reproduction à plus grande échelle proposée ici est souhaitable en vue d'introduire des innovations et de tirer des enseignements pour de futurs investissements au Mozambique et ailleurs.

D. Participation à l'élaboration des politiques

- 43. Le programme s'appuie sur les enseignements tirés au cours des sept premières années de sa mise en œuvre et du PAMA, qui fournissent des indications précises sur les mesures à prendre pour aligner les interventions sur les politiques du FIDA, comme celles relatives à l'égalité des sexes et au ciblage. Par conséquent, le programme comprend des activités visant à combler les lacunes identifiées dans les phases précédentes.

VI . Instruments et pouvoirs juridiques

- 44. Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, le présent accord de financement sera modifié de manière à tenir compte du financement supplémentaire. La date d'achèvement du programme sera prolongée d'un an afin de mettre en œuvre toutes les activités couvertes par le financement supplémentaire. Le financement supplémentaire restera conforme aux objectifs globaux du programme.
- 45. La République du Mozambique est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
- 46. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera un financement supplémentaire à la République du Mozambique sous la forme d'un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à huit millions neuf cent quarante mille droits de tirage spéciaux (8 940 000 DTS) (équivalent à environ 12,5 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera un financement supplémentaire à la République du Mozambique sous la forme d'un don au titre du CSD d'un montant équivalant à huit millions neuf cent quarante mille droits de tirage spéciaux (8 940 000 DTS) (équivalent à environ 12,5 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Logical framework (Cadre logique)

Narrative Summary	Key Performance Indicators (*) RIMS indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R) (L) Low, (M) Medium (H) High
Goal:			
Improve livelihoods of poor Rural households	<ul style="list-style-type: none"> Increased assets ownership of rural households in the project area* <i>Baseline: % assets i.e. Motor bike 7.6; Cell phone 9.5; Radio 54.3; Bicycle 68.; Target: household assets ownership increased by 30 %</i> Reduction of incidence in child malnutrition * <i>Baseline: Prevalence of chronic malnutrition among children <5 year: 44% Target: reduced by at least 30 %</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Programme baseline (2010) & Impact Survey National Nutrition Survey 	<ul style="list-style-type: none"> Political stability (L) No major natural disasters (M) Macroeconomic stability (L)
Project Development Objective:			
Enable smallholders to increase their agricultural income by marketing their surpluses more profitably	<ul style="list-style-type: none"> % Increase in smallholder farmers' production levels and revenue from sales of their produce. <i>Members of FOs (22,100 HHs): Baseline: 1,100 Kg Target: 86% increase (2,044 Kg) Beneficiaries of road network (76,600 HHs): Baseline: 795 Kg Target: 101% increase (1,600 Kg)</i> % Increase in smallholder farmers' net income from sales of their produce. <i>Members of FOs (22,100 HHs): Baseline: US\$ 41 Target: 222% increase (US\$ 131) Beneficiaries of road network (76,600 HHs): Baseline: US\$ 41 Target: 96% (US\$ 81)</i> People receiving project services* (RIMS 1.8.2) 477,450 people 	<ul style="list-style-type: none"> Programme baseline & Impact Survey 	<ul style="list-style-type: none"> Terms of trade for smallholders are unfavourable and negatively impact their returns from crops (L) Beneficiaries are attracted to mining activities and abandon agriculture (L)
Component 1: Development of more dynamic market intermediaries and Component 2: Enterprise-led value chain initiative			
Outcome 1: Increase smallholders access to and participation in agricultural market	<ul style="list-style-type: none"> Increase in the number of men and women farmers signing marketing contracts with traders <i>Baseline: 3650 HHs, Target: 22,100 HHs</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Programme baseline survey and programme progress report prepared by PMU 	<ul style="list-style-type: none"> Market demand and process are unfavourable for major crops in selected value chains to stimulate production (L) Lack of interests of value chain leaders to engage in partnership (M)

Narrative Summary	Key Performance Indicators (*) RIMS indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R) (L) Low, (M) Medium (H) High
Outputs: 1.1 Capacity of farmers' associations and traders to effectively market surplus production built.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 500 (FOs) and 225 traders received training ▪ At least 5 partnerships between smallholders and agri-business enterprises established ▪ At least 5,000 men and women farmers participating in agribusiness partnership – 50% women by PY10 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme baseline survey and programme progress reports prepared by PMU 	
1.2 Profitable partnerships between smallholders and agri-business enterprises.		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contracts for development of value chain through matching grants ▪ Programme progress reports prepared by PMU 	
Component 3: Improving the market environment			
Outcome 2: A more conducive environment of agricultural market operations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ # of market facilities and infrastructure operating by PY10 (by type) <p><i>Baseline: 678km roads rehabilitated</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ % Increase in the number of FOs and traders accessing and effectively using financial products <p><i>Baseline: 0</i></p> <p>Target: 30% increase in the number of participating FOs and traders accessing credit for marketing activities</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme baseline ▪ Programme progress reports prepared by PMU ▪ Financial institutional reports 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Larger policy and institutional environments become unfavourable for promoting agricultural market operations (L)
Outputs: 2.1 Improvement in the quantity and quality of market related infrastructure and services 2.2 Improved access to finance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 678 Km of road rehabilitated by PY 10 and 15 district market facilities rehabilitated * (RIMS 1.4.2 and 1.4.3) ▪ 275 ASCAs formed, with 6,400 members of which - 60% Women by PY 9* (RIMS 1.3.1) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme Progress reports prepared by PMU 	
Component 5: Nutrition activities			
Outcome 3: Improved nutritional status of vulnerable groups	<ul style="list-style-type: none"> ▪ # of people adopt recommended practices to manage a vegetable garden <p><i>Baseline: 2.000 HHs</i></p> <p>Target: 10.000 HHs</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Baseline and Impact survey 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Low adoption rate resulting from unfavourable cultural practices (L)
Outputs: 3.1 women and children with improved knowledge in basic nutrition hygiene and health	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 10.000 HHs – 50% women sensitized about improved food habits and sources of food by PY 9 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme Progress reports prepared by PMU 	